

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

LES CONTRADICTIONS DE L'IRAN MODERNE (2/2)

L'Iran, d'anti-impérialiste redevient impérialiste

par Thierry Meyssan

Poursuivant son étude de l'Iran contemporain, Thierry Meyssan montre comment Téhéran a à nouveau abandonné l'idéal anti-impérialiste de la révolution de 1979 pour revenir à sa politique impériale. Cet article, comme le précédent, présente de nombreux éléments méconnus. Il se prolonge par une étonnante hypothèse.

RÉSEAU VOLTAIRE / DAMAS (SYRIE) / 11 AOÛT 2020

DEUTSCH EAAHNIKA ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO TÜRKÇE

Cet article fait suite à :
« **L'Iran impérialiste devient anti-impérialiste** », par
Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 août 2020.



À la tribune des Nations unies, Mahmoud Ahmadinejad demande une enquête internationale sur les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Son intervention provoque la panique à Washington d'où, immédiatement, le président Barack Obama s'adresse aux Iraniens et hisse le

drapeau blanc.

La jeunesse qui a versé son sang pour le pays, arrive à maturité. Un ancien officier des Forces spéciales des Gardiens de la Révolution, Mahmoud Ahmadinejad, alors âgé de 51 ans, est élu à la présidence de la République. Comme Khomeiny, il entretient des rapports conflictuels avec le clergé d'autant que celui-ci n'a protégé que ses seuls enfants durant la guerre. Il entend reprendre le combat contre l'injustice et moderniser le pays. Ingénieur de formation et professeur de technologie, il dote l'Iran d'une industrie performante. Il entreprend un vaste programme de construction, dans tout le pays, pour mettre fin aux bidonvilles. Au plan international, il s'allie au Vénézuélien Hugo Chávez et au Syrien Bachar el-Assad pour remettre en cause l'impérialisme occidental. Ces trois pays deviennent soudain le centre du jeu diplomatique international avec le discret soutien du Saint-Siège.

Malgré le souvenir douloureux de la guerre imposée à l'Iran par l'Iraq, Ahmadinejad aide la Résistance iraquienne à l'agression états-unienne, sans faire de distinction entre sunnites et chiïtes, puis la Résistance syrienne face aux djihadistes. Mais il entre en conflit avec ses propres alliés iraniens d'abord pour son engagement aux côtés des sunnites irakiens et des laïques syriens, puis parce qu'il accorde plus d'importance à l'Iran antique qu'à celle de l'ère islamique, enfin lorsqu'il tente d'autoriser le rasage des barbes et de rendre le voile islamique facultatif. Il menace alors directement le pouvoir du clergé et du Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Lors de sa réélection, Khatami et un fils de Rafsandjani organisent avec la CIA un soulèvement de la bourgeoisie de Téhéran et d'Ispahan. Mais le petit peuple vient à sa rescousse et la « révolution verte » échoue.

Ses ennemis de l'étranger l'accusent d'être un dictateur antisémite, voulant rayer les Israéliens de la carte ; ses alliés iraniens l'insultent et tournent son mysticisme en dérision. Dans la réalité, il dénonce le pouvoir tout-puissant du Guide et fait même la « grève » de la présidence.



En tant qu'ayatollah, Ali Khamenei est une haute personnalité juridique et spirituelle de l'islam chiite. En tant que Guide de la révolution, c'est le chef militaire et politique de la République islamique.

En mars 2013, Ali Khamenei envoie une délégation à Oman discuter en secret avec les États-Unis. Le président Barack Obama entend poursuivre la stratégie Rumsfeld/Cebrowski de destruction des structures étatiques du « Grand Moyen-Orient », mais il ne souhaite pas enfoncer ses troupes dans ce borbier comme son prédécesseur George Bush l'a fait en Iraq. Il est donc favorable à une division de la communauté musulmane en sunnites et chiites. Ses diplomates déclarent donc aux envoyés du Guide qu'ils sont prêts à le laisser organiser un « croissant chiite » et à rivaliser avec les Saoudiens sunnites. Le représentant du Guide, Ali Akbar Velayati, voit là l'occasion de rétablir l'empire safavide. À l'insu de certains autres membres de la délégation, il prend l'engagement d'éliminer les hommes d'Ahmadinejad et de favoriser cheikh Hassan Rohani qui fut le premier contact d'Israël et des USA durant l'affaire Iran-Contras.

Effectivement, le Conseil des gardiens de la Constitution déclare le candidat d'Ahmadinejad, Esfandiar Rahim Mashaei, « mauvais musulman » et lui interdit de se présenter à l'élection présidentielle. Le Guide favorise plusieurs candidats qui se partagent les voix des révolutionnaires, tandis que les pro-Occidentaux ne présentent que Rohani. Celui-ci est donc élu. Il prend comme ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif qui a passé l'essentiel de sa vie aux USA.



John Kerry et Mohammad Javad Zarif fixent les termes du pré-accord d'Oman. Ils ressuscitent la bonne vieille division du Moyen-Orient en Sunnites et Chiïtes que Bernard Lewis et Zbigniew Brzeziński avaient imaginé.

La nouvelle équipe négocie publiquement, avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, la fin de la polémique nucléaire. Le Chah avait débuté un programme militaire de recherche atomique que l'Iran avait d'abord poursuivi durant la guerre imposée par l'Iraq et finalement abandonné lorsque l'imam Khomeiny s'était opposé aux armes de destruction massive. Cependant, Ahmadinejad avait repris des éléments de ce programme, à des fins civiles cette fois. Israël avait alors intoxiqué la presse internationale en prétendant que l'Iran cherchait un moyen de poursuivre la Shoah, n'hésitant pas à falsifier la traduction de ses discours. Les grandes puissances savent que c'est faux de sorte qu'un accord de façade est rapidement conclu à Genève, mais il n'est pas signé. Durant un an, Mohammad Javad Zarif et le secrétaire d'État John Kerry négocient en secret le partage du Grand Moyen-Orient. Ce n'est qu'après la signature d'un protocole secret, en 2015, que les autres négociateurs sont invités à formaliser à Lausanne l'accord conclu préalablement, puis à le signer à Vienne. Les litiges entre Téhéran et Washington se débloquent. Les sanctions sont progressivement levées, les prisonniers de part et d'autre sont libérés, et un premier versement d'1,3 milliard de dollars en liquide est discrètement acheminé en Iran par avion.

Cependant si les familles de l'équipe de Rohani mènent un fastueux train de vie, elles ne font pas grand chose pour le peuple qui souffre de plus en plus de la situation économique. Certes, les sanctions

économiques occidentales entravent le développement du pays, mais cela n'explique pas la situation : expert en commerce international, l'Iran a créé un vaste système d'intermédiaires autour de Dubaï pour masquer l'origine et la destination de ses produits. Il est impossible aux USA de contrôler les frontières terrestres que l'Iran a avec huit pays et ses frontières maritimes.



Ancien vice-président d'Ahmadinejad et secrétaire du Conseil national de sécurité, Hamid Baghaie, qui entendait constituer une internationale pour lutter contre l'injustice, a été condamné à 15 ans de réclusion à l'issue d'un procès secret.

En 2017, le Conseil des gardiens de la Constitution déclare le nouveau candidat d'Ahmadinejad à l'élection présidentielle, Hamid Baghaie, « mauvais musulman » et lui interdit de se présenter. Cheikh Rohani est élu pour un second mandat, mais l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad révèle les malversations du gouvernement et du Guide. Des manifestations se multiplient à la fois contre le président et contre le Guide. Les autorités placent un moment Ahmadinejad en résidence surveillée et arrêtent un à un tout son entourage. Esfandiar Rahim Mashaei, qui l'avait représenté aux élections de 2013, est condamné à 6 ans et demi de prison pour « complot contre la République islamique ». Hamid Baghaie, qui l'a représenté à l'élection de 2017, est condamné à 15 ans de réclusion criminelle à l'issue d'un procès secret dont on ignore tout, jusqu'au motif des poursuites.

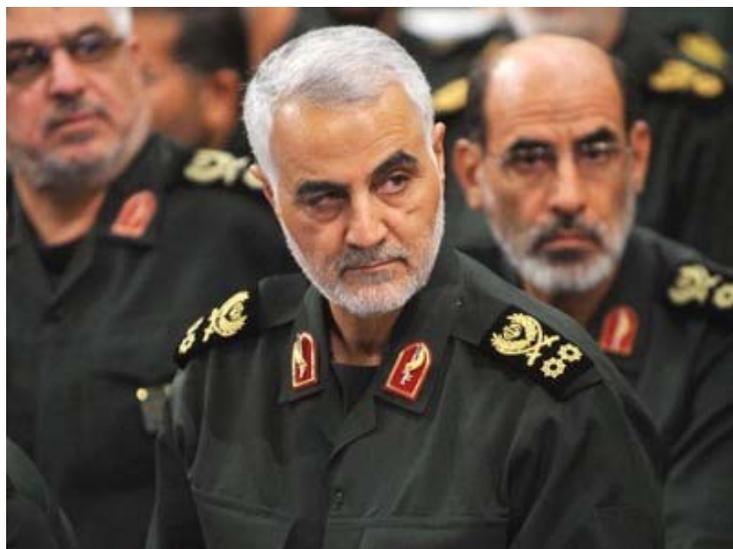
Le gouvernement publie alors un document proposant la création d'une fédération chiite incluant le Liban, la Syrie, l'Iraq, l'Iran et l'Azerbaïdjan, sous l'autorité du Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Il s'agit ni plus, ni moins, que de rétablir l'empire safavide. En Syrie, les Gardiens de la révolution cessent de défendre le pays et

ne se consacrent plus qu'à la protection des chiïtes.

En quelques années, l'Iran anti-impérialiste s'est transformé en une nouvelle puissance impérialiste. Ses propres alliés sont tétanisés, ne sachant plus comment s'extraire du piège dans lequel ils sont tombés.

Les actes de l'Iran ne correspondent pas du tout à son discours, ce qui masque sa stratégie. Les Occidentaux sont persuadés à tort que ce pays est violemment antiaméricain. C'est absolument faux : les gouvernements du Chah, de Rafsandjani, de Khatami et de Rohani étaient entièrement tournés vers Washington. L'affaire des otages de l'ambassade (1979-81) est une invention : il ne s'agissait pas d'otages, mais de diplomates arrêtés en flagrant délit d'espionnage. D'ailleurs, jamais les États-Unis n'ont demandé de réparation au titre de la Convention de Vienne sur les personnels diplomatiques. Quant au camp anti-impérialiste, il est par définition contre l'impérialisme et non pas contre les États-Unis. Ahmadinejad a écrit à Donald Trump pour l'encourager à mener le nettoyage de son administration qu'il avait promis de réaliser durant sa campagne électorale.

Identiquement, l'Iran n'est pas contre les juifs. Certes, il existe un véritable antisémitisme dans une fraction de la population, mais c'est l'empereur Cyrus qui délivra les juifs de leur captivité à Babylone, et depuis, l'Iran les a toujours protégés. Alors qu'ils s'insultent en public et hackent leurs systèmes informatiques, jamais Israël et l'Iran n'ont livré de guerre l'un contre l'autre. Aujourd'hui, ils exploitent même ensemble le pipe-line Ashkélon-Haïfa, au cœur de l'État hébreu ; une réalité qu'il est interdit d'évoquer dans la presse israélienne sous peine de 15 ans de prison.



Personnalité militaire, mais aussi politique et

spirituelle, le général Qassem Soleimani était le principal rival potentiel de cheikh Hassan Rohani. Il a opportunément été assassiné par les États-Unis qui, malgré les rodomontades, n'ont jamais eu à en payer le prix. Au contraire, le président Rohani a accepté qu'un de ses assassins devienne Premier ministre en Iraq.

Désorienté par l'échec d'Hillary Clinton à la présidentielle états-unienne et la victoire de Donald Trump, l'Iran espère qu'il sera destitué rapidement. Cheikh Rohani refuse donc de lui parler. S'opposant à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski, Donald Trump enjoint au camp sunnite de cesser son soutien aux groupes terroristes, lors de son discours de Riyadh, et retire son pays de l'accord de Vienne avec le camp chiite. Si les Saoudiens s'adaptent au nouveau locataire de la Maison-Blanche, l'équipe de Rohani persiste à l'ignorer. Le seul accord qui puisse intervenir entre l'Iran et à la fois la Maison-Blanche et le Pentagone, c'est d'en finir avec les Gardiens de la révolution, le Hezbollah, et toute forme de contestation de la domination occidentale, puis de diviser la communauté musulmane en deux pour prévenir la résurgence de la révolution.

Finalement, Donald Trump assoie son autorité dans la région en assassinant à quelques semaines d'intervalle le principal chef militaire sunnite, le calife Abou Bakr al-Baghdadi, et le principal chef militaire chiite, le général Qassem Soleimani.

Cheikh Rohani se résout alors à négocier avec Donald Trump. En mars 2020, il coordonne l'action des Houthis avec celle des Émiratis contre les Saoudiens au Yémen ; en mai, il accepte qu'un des assassins de Soleimani, Mustafâ al-Kadhimi, devienne Premier ministre en Iraq et, en juin, il envoie des Gardiens de la révolution se battre aux côtés de l'Otan en Libye comme jadis son mentor Rafsandjani l'avait fait en Bosnie-Herzégovine. Simultanément, il accepte la proposition d'achat chinoise de son pétrole à 70 % du prix du marché, ce qui lui assurera à nouveau la rente pétrolière, mais remet en question son alliance avec l'Inde. Celle-ci prévoit de faire transiter le commerce indien vers l'Afghanistan par le port iranien de Chabahar, en contournant le Pakistan. Or, la logique historique voudrait que Téhéran s'intègre dans le projet chinois de route de la soie, qui fut aussi le sien dans l'Antiquité et au Moyen-Âge, et donc s'allie au Pakistan.

L'histoire de l'Iran contemporain se résume à un basculement

inexorable entre deux visions politiques : soit la grandeur d'un empire fondé sur l'héritage du prophète Mahomet, soit le combat pour la justice fondé sur l'exemple de sa vie et celles des prophètes Ali et Hussein. La première faction est désignée par la presse occidentale comme celle des « modérés » (sic), la seconde comme celle des « conservateurs » (re-sic).

Hypothèse

La suite de cet article est évidemment à prendre avec prudence puisque ce n'est qu'une hypothèse. Mais elle mérite que l'on y réfléchisse.

Force est de constater que la mort du général Qassem Soleimani, commandant des Forces spéciales des Gardiens de la révolution, a été une bénédiction pour Hassan Rohani. Et que non seulement elle n'a pas engendré de riposte proportionnée, mais que l'un de ses assassins est devenu Premier ministre en Iraq avec l'appui de cheikh Rohani. En nommant un illustre inconnu pour lui succéder, le Pouvoir iranien a lui-même neutralisé le corps des Gardiens de la révolution. La logique voudrait donc que la prochaine personnalité à éliminer du paysage soit le secrétaire général du Hezbollah, le Libanais Hassan Nasrallah.



Le 23 juillet 2019 l'ambassadeur israélien, Danny Danon, présente au Conseil de sécurité les modes de violations de la résolution 1559 par le Hezbollah. Il précise bien que le réseau de Résistance dispose d'installations permanentes dans le port de Beyrouth.

Ce n'est pourtant pas ce à quoi nous venons d'assister à Beyrouth :

c'est un entrepôt de déchargement du Hezbollah qui a été touché par une arme nouvelle et a explosé. L'opération a fait plus de 150 morts et 5 000 blessés. Seules des voix israéliennes, comme le député Moshe Feiglin, et iraniennes assuraient le lendemain que tout malheur est bon. Pour la presse officielle de Téhéran, la destruction du port de Beyrouth va renforcer l'activité de la route terrestre Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth, donc le projet de fédération chiite.

Le 6 août le président français Emmanuel Macron se rendait sur place. Selon ses interlocuteurs, il donnait trois semaines aux dirigeants libanais pour appliquer la seconde partie de la résolution 1551, c'est-à-dire pour désarmer la Résistance [1]. Le 7 août, Hassan Nasrallah intervenait sur *al-Manar*, troublé, mal à l'aise, voire déprimé. Il déniait par quatre fois être impliqué de quelque manière que ce soit dans le port de Beyrouth.

Mais la machine est en marche. La première partie de la résolution 1551 prévoyait l'éviction de la force de paix syrienne qui mit fin à la guerre civile libanaise. Elle est passée en 2005 par l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et la « Révolution du Cèdre ». La seconde partie, le désarmement du Hezbollah, passe en 2020 par la destruction de la moitié de Beyrouth et une nouvelle révolution de couleur. Tout cela fait les affaires des vieux complices depuis l'affaire Iran-Contras, Benjamin Netanyahu et Hassan Rohani.

Thierry Meyssan

[1] *L'Effroyable imposture, Tome 2*, par Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune.